Nations Unies S/PV.9798

Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

Provisoire

9798e séance
Mardi 3 décembre 2024, à 15 heures
New York

Président :	M. Wood	(États-Unis d'Amérique)
Membres :	Algérie	M. Gaouaoui
	Chine	M. Fu Cong
	Équateur	M. Montalvo Sosa
	Fédération de Russie	M. Nebenzia/M. Polyanskiy
	France	M. de Rivière
	Guyana	Mme Persaud
	Japon	M. Mikanagi
	Malte	Mme Frazier
	Mozambique	M. Fernandes
	République de Corée	M. Sangjin Kim
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
	Sierra Leone	Mme Karim
	Slovénie	M. Žbogar
	Suisse	Mme Chanda

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Liban, de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran ainsi que la représentante de la Türkiye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'ai l'intention d'inviter les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ; et M. Raed Al Saleh, Directeur des Casques blancs.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour une motion d'ordre.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Avant que la séance ne commence, je voudrais appeler l'attention sur la politique totalement inadmissible appliquée par la présidence américaine du Conseil, qui, malheureusement, abuse de ses pouvoirs depuis le premier jour.

La présente séance a été organisée à la demande des trois membres africains du Conseil de sécurité et du Guyana, et l'initiative a reçu le soutien de la Russie et de la République populaire de Chine. Pas une seule délégation occidentale, ni même les États-Unis à titre national, n'a soutenu cette demande. Il semblerait qu'ils ne se préoccupent pas le moins du monde de la situation en Syrie, qui a fait l'objet d'une attaque terroriste sans précédent, clairement coordonnée depuis l'étranger. Il ne s'agit pas d'une séance rituelle du Conseil de sécurité comme celles organisées sur la question rebattue de l'Ukraine dans le but de marquer des points auprès de l'opinion publique nationale.

La présidence américaine va encore plus loin. En violation des pratiques établies et sans aucune consultation avec les délégations qui ont demandé la tenue de la séance, elle a, de manière unilatérale, ajouté un intervenant supplémentaire, un représentant de l'odieuse organisation non gouvernementale connue sous le nom de « Casques blancs ». Comme on le sait fort bien, les Casques blancs ont, à plusieurs reprises, concouru à des falsifications à grande échelle dans le but de diffamer les autorités syriennes. Ils n'ont aucune connaissance de ce qui se passe actuellement à Alep. En cette période critique, alors que le Conseil se doit d'exprimer sa solidarité avec l'État syrien face à la menace terroriste, la présidence américaine du Conseil tente de semer la division dans ses rangs en politisant le débat. Cette ligne de conduite adoptée par les États-Unis est indigne d'un membre permanent du Conseil de sécurité. Nous demandons un vote sur la participation de cet orateur supplémentaire, et appelons les membres du Conseil de sécurité à voter contre la proposition des États-Unis.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant du Royaume-Uni a demandé la parole.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tenais simplement à dire que nous sommes tout à fait favorables à ce que M. Al Saleh participe à la présente séance. Lui et les Casques blancs œuvrent sans relâche depuis plus de 10 ans, au péril de leur vie, pour sauver les vies des personnes les plus touchées par le conflit en Syrie, et il est tout à fait légitime qu'il puisse partager avec nous aujourd'hui son expérience des violences qui se poursuivent.

Le Président (*parle en anglais*) : Étant donné les observations formulées par les membres du Conseil, je propose de mettre aux voix la proposition d'inviter, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, M. Raed Al Saleh, Directeur des Casques blancs à présenter un exposé au Conseil de sécurité au titre de la question « La situation au Moyen-Orient ».

Je vais maintenant mettre aux voix la proposition.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Équateur, France, Guyana, Japon, Malte, République de Corée, Sierra Leone, Slovénie, Suisse, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

Votent contre :

Chine, Fédération de Russie

S'abstiennent :

Algérie, Mozambique

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 11 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions. La proposition d'inviter M. Raed Al Saleh est adoptée.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Pedersen.

M. Pedersen (*parle en anglais*) : La semaine dernière, nous avons assisté à des changements spectaculaires sur les lignes de front en République arabe syrienne, modifiant radicalement un statu quo qui était bien en place depuis plus de quatre ans. La situation est extrêmement instable et dangereuse, mais à l'heure où je présente cet exposé au Conseil de sécurité, une grande partie du territoire est passée sous le contrôle d'acteurs non étatiques, notamment le groupe terroriste Hay'at Tahrir el-Cham, inscrit sur la liste du Conseil de sécurité, et des groupes d'opposition armés, y compris l'Armée nationale syrienne. Ces groupes contrôlent désormais de facto un territoire regroupant, selon nos estimations, quelque 7 millions de personnes, dont Alep, deuxième ville de Syrie et métropole vaste à la population diversifiée où vivent plus de 2 millions de personnes.

Le 27 novembre, le centre d'opérations conjoint Al-Fatah Al-Mubin, une coalition comprenant à la fois Hay'at Tahrir el-Cham et des groupes d'opposition armés, a lancé une opération terrestre couverte par des drones à travers les lignes de désescalade convenues, prenant de facto le contrôle de la quasi-totalité des provinces d'Alep et d'Edleb. Les forces gouvernementales syriennes se sont depuis lors regroupées et ont établi des lignes de défense à Hama, repoussant certains combattants. Mais au moment où je m'exprime ici, cet après-midi, ces lignes sont mises à rude épreuve : Hay'at Tahrir el-Cham et les groupes d'opposition armés sont en train de gagner du terrain, avançant très rapidement vers Hama, une grande ville de près d'un million d'habitants. Les frappes aériennes progouvernementales se sont intensifiées ces derniers jours, et des informations font état de frappes menées contre des cibles militaires et civiles, y compris des infrastructures civiles telles que des hôpitaux, faisant des victimes parmi la population civile. Au fur et à mesure de leur avancée, Hay'at Tahrir el-Cham et les groupes d'opposition armés font pleuvoir les drones et les roquettes, entraînant, selon les informations disponibles, des pertes civiles à Alep et à Hama.

Dans le même temps, nous sommes témoins d'une flambée de violence sur un deuxième axe, étant donné que l'Armée nationale syrienne de l'opposition a lancé, le 30 novembre, une opération sur Tell Rifaat, une poche au nord de la ville d'Alep sous le contrôle de facto des forces affiliées aux Forces démocratiques syriennes (FDS). En réaction, les factions des FDS présentes dans le nord-est de la Syrie se sont rapidement déplacées pour établir la liaison avec ces poches. L'Armée nationale syrienne de l'opposition a remporté une large victoire sur ces forces dans ces régions, ce qui a entraîné une évacuation massive de combattants et de dizaines de milliers de civils vers le nord-est de la Syrie.

En outre, le risque de conflit sur d'autres axes reste bien réel. Ce matin, les FDS ont repris, avec, semble-t-il, l'appui militaire de la coalition internationale dirigée par les États-Unis, sept villages qui étaient auparavant sous le contrôle des forces gouvernementales à Deïr el-Zor, invoquant la menace imminente de Daech. Les hostilités sur la ligne de front entre l'Armée nationale syrienne de l'opposition et les FDS se sont intensifiées dans certaines régions du nord-est, et des informations faisant état d'une escalade des tensions près de Manbej nous parviennent à l'heure où nous parlons. Des frappes aériennes israéliennes ont touché la frontière syro-libanaise cette semaine et Damas aujourd'hui.

Le Gouvernement syrien a déclaré que les attaques terroristes représentaient un grave danger pour la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, pour la sécurité régionale et pour la communauté internationale. Il a fait part de son intention de combattre le terrorisme et de rétablir son contrôle sur tous les territoires syriens. La Fédération de Russie et la République islamique d'Iran ont exprimé leur appui, affirmant que les attaques constituaient une violation des accords d'Astana et rejetant la responsabilité sur des forces extérieures. L'opposition syrienne et les institutions qui lui sont affiliées ont d'abord présenté l'opération comme un moyen de dissuader les forces gouvernementales syriennes d'intensifier leurs attaques contre les civils et de permettre le retour des personnes déplacées. Dans les déclarations faites depuis, elles ont indiqué que l'opération se poursuivrait jusqu'à ce que le Gouvernement s'engage dans un processus politique visant à mettre en œuvre la résolution 2254 (2015), et annoncé leur intention de s'emparer de territoires contrôlés par le Gouvernement syrien et les FDS. La Türkiye a qualifié ces événements de réponse aux violations répétées des accords d'Astana, déclarant qu'elle n'était pas impliquée dans les affrontements en cours. Selon la Türkiye, ces événements montrent que Damas doit se réconcilier à la fois avec son peuple et avec l'opposition politique légitime en Syrie. Les États-Unis d'Amérique, qui disposent de forces sur le terrain dans l'est de la Syrie, ont déclaré qu'ils n'avaient rien à voir avec l'offensive, appelant à la désescalade et à un processus politique crédible sous l'égide de l'ONU.

Je tiens à insister sur le fait que la situation évolue, que les choses en sont à leurs débuts et que les informations qui nous parviennent sont floues. Mais les membres doivent avoir conscience que ces évolutions suscitent des

réactions contrastées au sein de la population syrienne : pour certains, il s'agit d'une grave menace, pour d'autres, d'un signal d'espoir. Nous avons entendu plusieurs déclarations publiques de la part de différents acteurs armés dans le nord-ouest, notamment Hay'at Tahrir el-Cham, inscrit sur la liste du Conseil de sécurité, déclarations qui visent à rassurer tous les civils, y compris les minorités, et à leur donner l'assurance que leur liberté de religion sera respectée. Au cours des trois derniers jours, certains médias ont rapporté que la population civile d'Alep continuait de vivre normalement, des églises ayant par exemple organisé des offices ce week-end.

Cependant, dans le même temps, des voix émanant de la population civile et des minorités nous ont fait part de leur désespoir et de leur crainte quant aux conséquences que pourrait avoir, à terme, le fait que ces régions passent sous le contrôle de factions armées, parmi lesquelles se trouve un groupe terroriste inscrit sur la liste du Conseil de sécurité. Certaines dirigeantes ont exprimé des craintes ou des préoccupations particulières et veulent être rassurées.

Selon certaines informations, les services auraient repris à Alep. Mais on craint également ce que cela signifiera en termes de fourniture de services, si des entités désignées supervisent des arrangements administratifs de facto dans une ville de 2 millions d'habitants. Cela est particulièrement préoccupant, et il sera donc important que le Conseil renouvelle les dispositions pertinentes de l'exemption humanitaire prévue dans la résolution 2664 (2022). J'espère que tous ceux qui ont de l'influence parviendront à régler ces problèmes.

Il existe des vidéos et des témoignages de détenus, hommes et femmes, libérés de centres de détention, dont certains disent avoir été détenus pendant plus de 10 ans. Mais il existe également des images vidéo de la détention à grande échelle de prisonniers de guerre par Hay'at Tahrir el-Cham et des groupes d'opposition armée.

Des signes indiquent que de nombreuses personnes déplacées, depuis l'intérieur et l'extérieur de la Syrie, rentrent chez elles pour la première fois depuis des années, voire une décennie. Mais de la même manière, des dizaines de milliers de personnes ont déjà été déplacées, certaines par des frappes aériennes, d'autres en raison de l'intensification des hostilités et d'autres encore en raison des changements de contrôle. À Cheik Maqsoud et dans d'autres quartiers de la ville d'Alep, plusieurs dizaines de milliers de civils se trouvent sous le contrôle d'unités restantes des Unités de protection du peuple ou des FDS, et ils craignent d'être bientôt contraints de quitter leurs maisons.

Tout cela se déroule sur fond d'incertitude profonde concernant l'avenir immédiat et le risque imminent de nouvelles effusions de sang.

Mon premier message fondamental aujourd'hui est simple : nous avons besoin d'apaisement et de calme. J'appelle toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, à savoir protéger les civils et les infrastructures civiles et permettre le passage en toute sécurité des Syriens qui fuient la violence. Cela ne suffit pas pour autant. La poursuite de l'escalade militaire risque d'entraîner des déplacements massifs et des pertes civiles. Les 14 dernières années de conflit ont clairement montré qu'aucune partie syrienne ni aucun groupe d'acteurs existant ne peut régler le conflit syrien par des moyens militaires. Nous devons désamorcer l'escalade et adopter une démarche concertée en matière de lutte contre les groupes terroristes inscrits sur les listes du Conseil.

Mais, et c'est là mon deuxième message fondamental, la désescalade doit s'accompagner de perspectives politiques crédibles pour le peuple syrien. Pendant près de cinq ans, les lignes de front se sont figées et la violence, bien que souvent intense, a été quelque peu contenue, car un ensemble d'accords de cessez-le-feu ont été conclus entre les acteurs internationaux en 2019 et 2020. C'était encourageant. Mais n'étant pas liées à un processus politique qui aurait permis de régler la crise, ces mesures n'ont permis que de gérer le conflit. Et ce n'est pas suffisant.

J'avertis depuis longtemps que cette situation n'est pas tenable, en particulier au vu de l'aggravation de la violence en Syrie au cours des trois dernières années, du débordement régional et de l'expansion des frappes d'Israël. Et maintenant, en l'espace d'une semaine, les lignes de désescalade convenues en 2020 et auparavant se sont complètement délitées.

Les parties syriennes et les principaux acteurs internationaux doivent participer avec détermination à des négociations véritables et concrètes pour trouver une issue au conflit. C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui à établir d'urgence un dialogue politique sérieux entre les parties prenantes syriennes et internationales afin d'éviter de faire couler le sang et de rechercher une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015). À cette fin, je me suis entretenu au téléphone avec l'ensemble des parties syriennes et les principales parties prenantes internationales, les exhortant à prendre des mesures

concrètes et immédiates sur ces deux fronts, notamment en collaboration avec le Gouvernement syrien, l'opposition syrienne, la Türkiye, la Russie, l'Iran, les États-Unis et les acteurs arabes et européens. Je me rendrai dans la région dans les prochains jours pour participer à une série de réunions de haut niveau.

J'ai clairement indiqué, et je le répète ici, que je suis prêt à user de mes bons offices pour réunir les parties prenantes internationales et syriennes afin de reprendre des pourparlers de paix globaux sur la Syrie.

Je partage et examine des idées à cet égard depuis plusieurs mois, précisément parce que je prévoyais que le statu quo insoutenable s'effondrerait et qu'un consensus sur une approche globale serait nécessaire. Cette approche ne se limite pas à la reprise des réunions de la Commission constitutionnelle et porte sur l'ensemble des aspirations et préoccupations : le processus politique, la souveraineté, la sécurité, les conditions économiques et les sanctions, les personnes détenues et portées disparues, les réfugiés et les personnes déplacées. Loin d'avoir perdu de leur pertinence, ces idées ne sont que plus importantes depuis les événements de cette semaine. Je demande instamment à toutes les parties de s'engager non seulement à contenir la crise, mais aussi à régler le conflit. La situation actuelle l'exige.

Il n'existe pas de solution militaire au conflit. En l'absence d'une désescalade et d'une transition rapide vers un processus politique sérieux, auquel participeront les parties syriennes et les principaux acteurs internationaux, je crains que la crise ne s'aggrave. Les divisions, la détérioration de la situation et la destruction risquent de s'aggraver en Syrie. Les conséquences pour la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, ainsi que pour le bien-être et les aspirations du peuple syrien, pourraient en effet être profondes. Cela ne devrait être dans l'intérêt de personne.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Pedersen de son exposé.

Je donne la parole à M. Al Saleh.

M. Al Saleh (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir invité à présenter un exposé au Conseil de sécurité et de m'accorder votre temps précieux.

Il y a presque 10 ans, j'ai parlé au Conseil de l'horreur des barils d'explosifs, des déplacements forcés, des disparitions forcées, du siège et d'autres crimes de guerre. J'ai exhorté le Conseil à mettre fin à ces crimes contre le peuple syrien. Au cours des 10 dernières années, beaucoup de choses ont changé, mais ces crimes n'ont pas cessé. Au lieu de cela, le monde a commencé à se désintéresser de la tragédie des Syriens.

Aujourd'hui, je reviens vers le Conseil avec les mêmes requêtes et j'appelle de nouveau ses membres à mettre fin à ces crimes et à instaurer la paix. J'ai hésité à réitérer ma demande au Conseil, mais ma responsabilité à l'égard de la Syrie m'oblige à me présenter de nouveau ici.

Depuis six jours, alors que la carte du contrôle militaire a évolué sur le terrain, les attaques brutales lancées par le régime syrien, la Russie et les milices transfrontalières iraniennes contre les Syriens se sont intensifiées, en particulier dans les zones échappant à leur contrôle dans le nord de la Syrie. Les Casques blancs ont répondu à 275 attaques. Ces attaques ont tué au moins 100 civils, en ont blessé 360 autres et ont déplacé des dizaines de milliers de résidents, dont une majorité de femmes et d'enfants. Elles ont délibérément pris pour cible des civils et des infrastructures essentielles, notamment des écoles, des hôpitaux et des camps de personnes déplacées.

Qui aurait pu s'attendre à ce qu'un État Membre de l'ONU, de surcroît membre permanent du Conseil de sécurité, participe à un crime aussi odieux en envoyant ses avions à des milliers de kilomètres pour lancer des attaques meurtrières contre la population et détruire des hôpitaux et des installations vitales ?

La Fédération de Russie, dont le représentant participe à la présente séance du Conseil, a effectué hier des frappes aériennes musclées qui ont mis hors service quatre hôpitaux de la ville d'Edleb, dont une maternité, en violation des lois et des normes internationales. Qu'on imagine ce qu'il est advenu des patients de ces hôpitaux. Je vais le dire au Conseil. Parmi les cas sur lesquels nous avons recueilli des informations, deux patients de l'unité de soins intensifs de l'hôpital sont décédés après que leurs respirateurs ont été détruits par les frappes aériennes. Nous disposons de tous les documents et de tous les éléments de preuve attestant de cette attaque cruelle et délibérée.

La journée d'hier a été l'une des plus sanglantes jamais connues depuis des années. Le régime d'Al-Assad et la Russie ont tué 25 civils, des enfants pour la plupart, et en ont blessé 66 autres. C'est un jour que je n'oublierai jamais. Je n'oublierai jamais les visages des enfants et leurs regards après le bombardement de leurs tentes par les avions de guerre du régime syrien dans un camp près d'Edleb. On peut se demander pourquoi des avions

de guerre prendraient pour cible une tente en toile et tueraient sept enfants et leur mère. La réponse est : simplement pour tuer, et rien d'autre. Les enfants attendaient avec impatience de quitter leur tente et de retourner dans leur village de la campagne de Hama, un village qu'ils ne connaissaient que de nom. Mais ils sont partis, et leurs rêves se sont envolés avec eux. Lorsque leur père a vu ce qui s'était passé, il est devenu fou. Il a perdu toute sa famille. Il les a perdus et s'est retrouvé seul avec leurs souvenirs et ce qui restait de leurs vêtements maculés de sang.

Alep, ville d'histoire et de civilisation, a également eu son lot de morts et de destructions infligées par la Syrie et la Russie. Depuis que le rapport de force a changé sur le terrain, Alep et ses environs ne sont plus sous le contrôle du régime syrien et des milices iraniennes. Une fois de plus, les habitants paient le prix de la solution militaire imposée par le régime syrien, qui en a fait sa stratégie au lieu de chercher une solution politique. Nous nous souvenons aujourd'hui des premiers jours de notre travail à Alep en 2013, lorsque les barils explosifs pleuvaient sur les civils. Aujourd'hui, nous sommes à nouveau témoins de cette politique de la terre brûlée et de la peine collective que le régime syrien et ses alliés continuent d'infliger. Ces derniers jours, nous sommes intervenus après des frappes aériennes qui ont visé l'hôpital universitaire, une église, des quartiers résidentiels de la ville et des places publiques, en violation flagrante du droit international humanitaire.

Je dis à nos concitoyens d'Alep que nous sommes avec eux. Nous partageons leur crainte d'une nouvelle escalade militaire, et nous cherchons à les soutenir et à panser leurs plaies. Mes collègues d'Alep ont pu retourner dans leur ville et aider ses habitants, après avoir été déplacés de force par le régime d'Al-Assad il y a quelques années. Nous avons envoyé des ambulances et des équipes spécialisées pour travailler aux côtés des partenaires humanitaires et des services d'urgence dans la ville, et nous évaluons constamment la situation afin d'adapter nos actions aux besoins et à nos capacités.

Depuis leur création, les Casques blancs n'ont jamais failli à leur mission, qui est de soutenir l'ensemble du peuple syrien. Nous sommes du peuple et pour le peuple. Malheureusement, il nous est devenu impossible de continuer à fournir nos services dans les zones qui sont passées sous le contrôle du régime syrien, parce que nos volontaires sont pris pour cible et assassinés délibérément. Au cours de nos années d'activité, nous avons perdu 313 volontaires, la plupart dans des attaques militaires délibérées menées par le régime et la Russie contre notre personnel, nos véhicules et nos centres.

Je suis profondément inquiet pour la vie de chaque Syrien, homme, femme et enfant, car il est possible que le régime syrien utilise de nouveau des armes chimiques. L'emploi par le régime syrien d'armes chimiques à des fins militaires, comme ce fut le cas à Douma, dans la campagne de Damas, en 2018, et dans bien d'autres endroits, ne date pas d'hier. Selon un rapport du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le régime a admis continuer à produire et à développer des armes chimiques. Il s'agit là d'un élément très dangereux et d'une violation flagrante de la résolution 2118 (2013) et de la Convention sur les armes chimiques. Laisser le régime syrien s'en tirer en toute impunité pour cette violation de la résolution et de la Convention expose les civils au risque que ces armes soient employées à tout moment.

En tant que Syriens, nous sommes au courant de l'implication de la Russie dans le blocage des résolutions internationales et des efforts visant à résoudre le problème des armes chimiques. Nous enjoignons à la Russie de cesser de soutenir et de protéger le régime syrien en opposant son veto aux résolutions internationales et de mettre fin à son approche malhonnête qui consiste à prendre pour cible les Casques blancs et les équipes d'enquête internationales à chaque fois que l'occasion se présente. Nous engageons également la Russie à cesser d'entraver la justice et l'application du principe de responsabilité.

Face à l'ampleur de la crise, une action immédiate et décisive et des mesures concrètes s'imposent pour protéger les civils, mettre un terme aux attaques contre la population et les installations vitales, et protéger les travailleurs humanitaires et les premiers intervenants. Les violations continues du droit international humanitaire, y compris la menace imminente d'attaques à l'arme chimique, doivent cesser.

Il est également nécessaire de travailler avec toutes les parties locales et régionales pour s'assurer que toutes les parties au conflit se conforment au droit international humanitaire, s'abstiennent de prendre pour cible les travailleurs humanitaires et respectent les droits humains de tous les civils, quelle que soit leur affiliation ou l'identité des forces qui contrôlent les zones où ils se trouvent. Rien ne justifie le fait de prendre délibérément pour cible des civils, leurs infrastructures ou leur dignité. Cette escalade intervient alors que le plan de réponse humanitaire en Syrie n'a été financé qu'à hauteur de 30 %, soit le niveau de financement le plus bas depuis le début de

la crise humanitaire en Syrie. Malgré les circonstances difficiles, les organisations non gouvernementales sont en première ligne de la réponse humanitaire. Il est nécessaire d'apporter une aide et un financement immédiats aux millions de civils touchés, et j'exhorte le Conseil à garantir l'accès transfrontière afin que l'aide puisse continuer à parvenir à ceux qui en ont besoin.

Le peuple syrien a appelé le Conseil à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à ces crimes et garantir la paix, ce qui est la raison d'être du Conseil. Mais ces dernières années, non seulement les membres du Conseil n'ont pas tenu compte de ces appels, mais nombre de leurs gouvernements ont également choisi de fermer totalement les yeux sur la tragédie syrienne. La communauté internationale a échoué sur le plan humain comme sur le plan politique. La Syrie a été un terrain d'essai pour l'impunité, et l'incapacité à amener les coupables à répondre de leurs actes a eu des répercussions catastrophiques bien au-delà de nos frontières, enhardissant les agresseurs à commettre d'autres crimes en Ukraine, au Soudan et à Gaza.

La crise actuelle est avant tout une crise politique, et non humanitaire. Les Syriens ont besoin d'un calendrier précis pour une solution politique qui garantira la protection des civils et pour une période de transition qui conduira à des élections libres, au démantèlement des réseaux de production et de contrebande de drogue et à l'expulsion des milices transfrontalières. Il importe que le Conseil redouble d'efforts pour promouvoir une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015), afin de garantir la fin des attaques contre les Syriens et une paix durable.

Depuis plus de 13 ans, le Conseil manque à son devoir envers le peuple syrien. J'espère qu'aujourd'hui mes paroles ne tomberont pas de nouveau dans l'oreille d'un sourd. Mon dernier message au Conseil et au monde entier est le suivant : les Syriens de Damas, d'Alep, de Deraa, de Soueïda, d'Edleb, de la côte, de Jéziré, de Homs et de Hama aspirent toujours à la liberté, au changement et à une patrie digne et pacifique, unis en tant que citoyens syriens sous une identité nationale. Ils ne cesseront jamais de demander que justice soit faite et que les criminels répondent de leurs actes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Al Saleh de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Gaouaoui (Algérie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Mozambique, la Sierra Leone et mon pays, l'Algérie, et du Guyana.

Pour commencer, les trois membres africains du Conseil et le Guyana remercient M. Pedersen de son précieux exposé. Nous avons également écouté avec attention le représentant de la société civile. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana remercient la présidence américaine du Conseil de sécurité d'avoir organisé rapidement la présente séance à notre demande.

Les trois membres africains du Conseil et le Guyana sont profondément alarmés et préoccupés par la récente escalade des hostilités en Syrie, qui a débuté le 27 novembre. Les attaques, y compris celles perpétrées par Hay'at Tahrir el-Cham, un groupe que le Conseil de sécurité lui-même a désigné comme une organisation terroriste, ont entraîné des pertes tragiques en vies civiles innocentes, y compris des femmes et des enfants, ainsi que des dommages importants aux infrastructures civiles et la suspension des services essentiels. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana n'ont cessé de mettre en garde contre une résurgence du terrorisme en Syrie. Ces avertissements se sont malheureusement concrétisés. Cette escalade tragique nous rappelle avec force la fragilité et la gravité de la situation en Syrie, près de 14 années après le début de la crise. Elle souligne aussi le besoin urgent de renforcer la coordination pour lutter efficacement contre le terrorisme. Le temps de la simple gestion des conflits est révolu. Nous devons donner la priorité à la recherche d'une solution durable. Chacun sait qu'il ne saurait y avoir de solution militaire à la crise syrienne. La seule voie viable est un règlement politique qui préserve l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie.

À cet égard, les trois membres africains du Conseil et le Guyana se disent une nouvelle fois fermement convaincus qu'un dialogue inclusif entre les Syriens, appuyé par la communauté internationale, reste la seule voie durable et juste pour régler la crise prolongée. Nous réaffirmons notre soutien aux efforts déployés par l'Envoyé spécial et exhortons toutes les parties à participer dans un esprit constructif aux initiatives qu'il prend pour sortir de l'impasse actuelle. Nous insistons en outre sur l'importance de réunir à nouveau la Commission constitutionnelle et de revitaliser le processus politique contrôlé et dirigé par les Syriens, conformément à la résolution 2254 (2015).

Les Syriens doivent se montrer à la hauteur des difficultés qui menacent leur pays. Ils doivent mettre de

côté leurs différends et s'unir pour façonner un avenir meilleur pour la Syrie, un avenir sans terrorisme, dans lequel les Syriens pourront concrétiser leurs aspirations légitimes, un avenir fondé sur la paix, la dignité et l'espoir pour tous les Syriens et toutes les Syriennes.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, de son rapport sur la situation en République arabe syrienne, qui fait l'objet d'une attaque terroriste sans précédent depuis 2022 par les combattants de Hay'at Tahrir el-Cham, inscrit sur les listes du Conseil de sécurité et anciennement connu sous le nom de Front el-Nosra, ainsi que par les groupes armés illégaux qui ont rejoint leurs rangs. Nous regrettons que l'Envoyé spécial, comme d'autres représentants de l'ONU, n'ait pas eu le courage d'appeler un chat un chat et de condamner l'attaque terroriste menée contre la République arabe syrienne. Nous partageons les préoccupations et les évaluations figurant dans la lettre datée du 1er décembre, adressée à la présidence du Conseil par le Représentant permanent de la Syrie.

Nous sommes réunis ici, car, le 27 novembre, les anciennes forces du groupe Front el-Nosra ont lancé une offensive de grande envergure dans le nord-ouest de la Syrie, violant les accords résultant d'une médiation qui ont été conclus en 2020 sur la cessation des hostilités à Edleb. Plusieurs milliers de militants se battent à leurs côtés. Les terroristes ont envahi une grande partie d'Alep et bombardent l'ouest, le sud-ouest et le centre de la ville. Au moins 30 civils ont déjà perdu la vie dans l'offensive menée par les militants. On sait que deux membres du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont été tués.

Nous condamnons catégoriquement l'avancée coordonnée des terroristes de Hay'at Tahrir el-Cham, qui contrôlent Edleb. Cette attaque vient déstabiliser la situation déjà tendue sur le territoire syrien. Nous avons à maintes reprises mis en garde contre la tentation de s'acoquiner avec les terroristes internationaux qui sont retranchés à proximité immédiate d'Alep. Pourtant, nos collègues occidentaux, mus par leur haine des autorités légitimes en Syrie, continuent de coordonner leur action avec eux. Et voilà le résultat. Les militants, qui attendent leur heure, ont profité de la situation catastrophique dans le pays, en particulier sur le plateau du Golan et à la frontière avec le Liban, pour poignarder les Syriens dans le dos. La crise qui sévit au Moyen-Orient depuis octobre 2023 a pris une nouvelle dimension, une dimension syrienne.

Depuis le premier jour de l'attaque terroriste, les forces armées de la République arabe syrienne, secondées par l'armée de l'air russe et d'autres alliés agissant à la demande des autorités syriennes légitimes, repoussent les militants. Les avions de chasse, l'artillerie et les lance-roquettes multiples effectuent des frappes précises et calibrées sur les positions des terroristes et des combattants qui les ont rejoints. Près de 400 terroristes ont été éliminés et plus de 600 blessés depuis le début de l'opération. L'ennemi sera vaincu, quel que soit le soutien que lui apportent les forces extérieures, et il ne fait aucun doute que ces forces existent. Selon les informations disponibles, ce soutien aux terroristes a été fourni, dans une mesure plus ou moins grande, principalement par les États-Unis et leurs alliés. Nous estimons qu'il est dans l'intérêt des pays occidentaux de dissiper tout soupçon quant à leur rôle dans cette opération terroriste.

À cet égard, nous voudrions appeler l'attention sur le rôle manifeste joué par la Direction générale du renseignement du Ministère ukrainien de la défense dans l'organisation des opérations des militants et la fourniture d'armes aux combattants dans le nord-ouest de la Syrie. Nous avons parlé à plusieurs reprises, y compris dans cette salle, de la présence dans la province d'Edleb d'instructeurs militaires ukrainiens de la Direction générale du renseignement qui ont formé au combat des combattants de Hay'at Tahrir el-Cham. Les terroristes ukrainiens et syriens, animés par leur haine de la Russie et de la Syrie, poursuivent leur coopération en vue de recruter des combattants dans les forces armées ukrainiennes et de lancer des attaques contre les soldats russes et syriens en Syrie. Aujourd'hui même, des informations indiquent que des spécialistes ukrainiens, accompagnés de terroristes, ont été vus dans un centre scientifique de la province d'Alep. Non seulement les militants du Hay'at Tahrir el-Cham ne cachent pas le soutien qu'ils reçoivent de l'Ukraine, mais ils s'en vantent ouvertement. Nous avons également partagé des informations selon lesquelles des officiers de la Direction générale du renseignement arment des combattants à Edleb, notamment avec des drones et des modules GPS codés. À l'époque, les experts, y compris en Occident, étaient sceptiques quant à ces informations, mais les événements du 27 novembre ont confirmé la fiabilité de nos renseignements. Sans compter qu'il est de plus en plus évident que, sous le régime de Kiev soutenu par l'Occident, l'Ukraine est devenue un foyer de terrorisme international et une menace ouverte pour la paix et la sécurité internationales, comme en témoignent notamment ses activités au Sahel et en Syrie, ainsi que ses attaques terroristes contre le territoire russe.

Les récents événements survenus en Syrie démontrent clairement le caractère pernicieux de la politique des États-Unis et de leurs alliés, qui maintiennent une présence illégale en Syrie depuis 2014 sous prétexte de lutter contre le terrorisme, une présence qui vise à porter atteinte au statut d'État de ce pays du Moyen-Orient, notamment en déployant illégalement des contingents des États-Unis dans la zone située à l'est de l'Euphrate et à Tanf. L'ambition de Washington consistant à renforcer son occupation de facto des zones riches en pétrole, en gaz et en ressources agricoles dans le nord-est de la Syrie joue aussi un rôle majeur et destructeur. Les États-Unis et leurs alliés saisissent la moindre occasion de semer le chaos dans le pays, en appliquant des sanctions destinées à asphyxier l'économie et en prêtant main-forte aux terroristes basés à Edleb et aux extrémistes clandestins en Syrie.

Dans le même temps, ils n'hésitent pas à blanchir le groupe Hay'at Tahrir el-Cham, en le présentant comme l'opposition syrienne soi-disant modérée. Hay'at Tahrir el-Cham vient de montrer sa nature prétendument modérée. Cette pratique du deux poids, deux mesures est inacceptable, et il est clair que la lutte contre les groupes terroristes internationaux désignés comme tels par le Conseil de sécurité doit se poursuivre. Nous espérons qu'aujourd'hui, comme l'ont fait les voisins de la Syrie et les membres de la Ligue des États arabes, Washington et ses satellites condamneront catégoriquement les actions des anciens affiliés du Front el-Nosra et exprimeront leur soutien au Gouvernement syrien légitime, qui a été attaqué par des terroristes. Comme la pratique l'a montré, l'utilisation de terroristes pour promouvoir des intérêts géopolitiques donnés se retourne toujours contre ses commanditaires.

Pour notre part, nous continuons d'avoir des échanges soutenus avec nos partenaires dans le cadre du processus d'Astana. Nous sommes en contact avec nos collègues d'Iran et de la Türkiye à différents niveaux, qui ont réaffirmé notre préoccupation commune concernant l'escalade militaire à Alep et Edleb et la nécessité de coordonner des efforts conjoints pour stabiliser la situation en Syrie, principalement en s'appuyant sur le potentiel du processus d'Astana. Nous n'avons cessé de plaider en faveur de la nécessité impérieuse d'un retour à la mise en œuvre de l'accord de mars 2020 sur la cessation des hostilités à Edleb. Nous sommes fermement convaincus que la stabilisation sur le terrain et le rétablissement d'une paix et d'une sécurité durables en République arabe syrienne ne sont possibles qu'en mettant fin à la présence militaire étrangère illégale qui y est maintenue en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, et en arrêtant les frappes aériennes sur le territoire syrien.

M^me^ Chanda (Suisse) : La Suisse remercie l'Envoyé spécial Geir Pedersen pour sa présentation. Nous avons également pris note de l'exposé de M. Raed Al-Saleh, Directeur des White Helmets (Casques blancs).

L'intensification des hostilités dans les provinces d'Edleb et d'Alep ces derniers jours est très préoccupante. Cette nouvelle escalade risque d'avoir de graves répercussions pour parvenir à la paix et à la sécurité dans le pays et dans toute la région. Elle doit cesser immédiatement. La Suisse condamne le fait que la vaste offensive des groupes armés d'opposition conduits par Hay'at Tahrir el-Cham ainsi que les frappes de rétorsion menées par le Gouvernement syrien et ses alliés aient ciblé des biens à caractère civil et provoqué la mort de dizaines de civils, ainsi que le déplacement forcé de dizaines de milliers d'entre eux, dont de nombreux enfants. Nous nous joignons à l'appel de l'Envoyé spécial pour que les parties mettent urgemment fin à cette spirale de violence et respectent leurs obligations en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire. Cela comprend l'application stricte des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités afin d'épargner les civils et de garantir une protection aux groupes particulièrement vulnérables.

La Suisse est alarmée par les informations selon lesquelles ces hostilités affectent l'accès à l'eau, à la nourriture et aux services essentiels et mettent sérieusement à risque l'acheminement de l'aide humanitaire au nord et au nord-ouest du pays. Il est crucial de permettre rapidement aux acteurs humanitaires d'évaluer les besoins de la population civile. Leur sécurité doit également être assurée, comme le rappelle la résolution 2730 (2024), y compris en leur permettant de sortir des zones de conflits sains et saufs. La Suisse n'a eu de cesse de rappeler que l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide aux civils dans le besoin est une obligation en vertu du droit international humanitaire. Afin d'atteindre les civils dans le besoin, y compris les personnes nouvellement déplacées et celles piégées par les affrontements, toutes les modalités d'acheminement de l'aide sont cruciales, y compris l'aide transfrontalière à travers les points de passage de Bab el-Haoua, Bab el-Salam et Raaï, et l'aide à travers les lignes de front, même si celles-ci se déplacent. Les infrastructures civiles, y compris les hôpitaux, les stations d'eau et d'électricité, les camps de personnes déplacées, ne doivent jamais être prises pour cible. Nous rappelons

que l'aéroport d'Alep accueille les biens acheminés via le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, et appelons à la protection de cette opération critique.

Enfin, nous soulignons l'importance d'assurer un financement de l'aide humanitaire qui soit robuste, prévisible et à la hauteur des besoins grandissants de la population, où qu'elle se trouve. Ce sont presque 17 millions de personnes, soit pratiquement l'intégralité de la population syrienne, qui ont aujourd'hui besoin d'assistance. Cela comprend aussi les centaines de milliers de personnes qui ont fui les hostilités au Liban voisin.

Cette intensification des hostilités est la conséquence du vide politique et de l'absence d'un processus politique depuis de nombreuses années en Syrie. La Suisse exhorte les parties syriennes et celles qui exercent une influence sur elles, dont les États garants du processus d'Astana et d'autres États influents, à privilégier le dialogue et la diplomatie. Nous les appelons à coordonner leurs efforts avec ceux de l'Envoyé spécial de l'ONU pour parvenir à un cessez-le-feu au niveau national et à un processus de paix crédible. À cet égard, la Suisse continuera son engagement et reste prête à mettre Genève à disposition pour toute initiative ou pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU. Seule une solution politique, au sens de la résolution 2254 (2015), pourra mettre un terme à ce terrible conflit.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé et du point complet qu'il fait sur cette situation qui évolue rapidement. Je remercie M. Al Saleh de son exposé. Je ferai trois observations aujourd'hui.

Premièrement, la présente séance du Conseil de sécurité vient nous rappeler que la Syrie est toujours aussi dangereuse. Nous sommes extrêmement préoccupés par le risque d'une nouvelle escalade, en particulier d'attaques à grande échelle du régime ou de la Russie contre des civils. Nous avons vu jusqu'où le régime d'Al-Assad est prêt à aller lorsqu'il est contesté. Tant que la Syrie n'aura pas déclaré et détruit intégralement ses armes chimiques, le Conseil doit rester attentif à cette menace qui continue de peser sur la paix et la sécurité de la Syrie et de la communauté internationale. Nous demandons instamment une désescalade, et appelons toutes les parties à agir conformément au droit international humanitaire. Il s'agit notamment d'appliquer des mesures pour protéger la vie des civils et les infrastructures telles que les établissements de santé et les écoles. La poursuite de l'escalade ne donnera lieu qu'à de nouveaux déplacements de personnes vulnérables, à une perturbation de l'accès à l'aide humanitaire et, en fin de compte, à une exacerbation des souffrances. L'instabilité croissante ne fera que réduire les perspectives de relèvement ou de retour librement consenti des réfugiés dans leur pays d'origine dans des conditions sûres et dans la dignité.

Deuxièmement, la crise humanitaire en Syrie, en particulier dans le nord-ouest, était déjà grave avant l'escalade actuelle, avec 4,2 millions de personnes ayant besoin d'aide. La poursuite du conflit et un hiver difficile ne feront qu'exacerber les souffrances des personnes dans le besoin. Nous demandons donc instamment à tous les acteurs de garantir une aide humanitaire continue et ininterrompue et l'accès à l'ensemble du territoire syrien.

Troisièmement, les combats actuels viennent nous rappeler avec force que la situation en Syrie n'est pas viable. Un conflit gelé n'est pas synonyme de paix. Seule une solution politique dirigée et contrôlée par les Syriens permettra de régler ce conflit et d'apporter aux Syriens la sécurité et la stabilité dont ils ont tant besoin. Le régime d'Al-Assad, aidé de ses soutiens russe et iranien, a créé les conditions de l'instabilité et de l'escalade actuelle en refusant de participer au processus politique. Bien que la trajectoire de l'escalade actuelle soit incertaine, il est clair une fois de plus qu'après 13 ans de conflit, aucune partie n'a remporté ni ne peut remporter une victoire décisive par la force. Le régime et tous les acteurs du conflit syrien doivent soutenir les négociations et y participer de manière constructive, comme le demande la résolution 2254 (2015).

M^me^ Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour l'Envoyé spécial Pedersen et le Directeur Al Saleh d'avoir partagé leurs réflexions aujourd'hui sur la situation urgente en matière de sécurité en Syrie et sur la détérioration des conditions de sécurité dans ce pays.

Au cours des sept derniers jours, nous avons été témoins d'une importante offensive militaire, menée par Hay'at Tahrir el-Cham et lancée depuis Edleb. Cette offensive a permis aux assaillants de prendre rapidement le contrôle de plusieurs zones d'Alep, et leurs éléments auraient progressé jusqu'à la périphérie de Hama à la suite du retrait de l'armée syrienne. Selon certaines informations, les hôpitaux de la ville sont pris d'assaut et les civils fuient, de peur d'être pris entre deux feux. Les frappes aériennes qui ont suivi, en appui au Gouvernement syrien et aux forces d'opposition, ont aggravé la situation et fait de nombreuses victimes.

Si nous avons reçu des informations faisant état d'une intensification des bombardements à Edleb et de

frappes aériennes visant des camps de déplacés, on ne connaît pas encore toute l'ampleur de ces actions dans le nord-ouest de la Syrie. La nouvelle ligne de front entre Hama et Alep est en train d'être fortifiée, ce qui fait craindre une guerre urbaine mobilisant des moyens aériens et des armes explosives. Ces actes risquent de provoquer des ravages qui ne seront pas sans rappeler les horreurs dont Alep a été le théâtre en 2016. L'évolution immédiate de la crise suscite aujourd'hui des préoccupations majeures, non seulement pour le peuple syrien, mais aussi pour l'ensemble de la région et du monde.

Malte renouvelle les appels lancés par l'Envoyé spécial Pedersen à toutes les parties pour qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue et respectent scrupuleusement les obligations qui leur incombent en matière de protection des civils et des infrastructures civiles. Les mesures que toutes les parties prendront dans les jours à venir seront déterminantes pour l'issue de cette crise. Il faut éviter de s'appuyer uniquement sur la puissance de feu militaire, comme c'est le cas ailleurs en Syrie. Nous restons vivement préoccupés par la mobilisation potentielle et les combats intenses dans le nord-est de la Syrie, ainsi que par la résurgence de groupes extrémistes violents. Malheureusement, l'action humanitaire de l'ONU est déjà fortement limitée. Face à l'aggravation des violences et des déplacements, les acteurs humanitaires ne seront pas en mesure d'intensifier leur action ni de s'attaquer à ce qui reste un problème fondamentalement politique. Cela nous vient une fois de plus nous rappeler que des efforts politiques résolus sont nécessaires pour régler les problèmes humanitaires.

Depuis des années, on nous met en garde contre les conséquences qu'entraînerait le fait de ne pas donner la priorité à un véritable règlement du conflit, conformément à la résolution 2254 (2015). De l'avis de Malte, nous devons passer d'une gestion du conflit en Syrie, comme l'a dit l'Envoyé spécial, à une stratégie qui promeut efficacement le règlement du conflit. Les politiques menées par les grandes puissances ont provoqué une misère et des souffrances indicibles pour des millions de personnes en Syrie et dans la région. Aucun des acteurs n'est exempt de tout reproche, pas plus que leurs soutiens. Ce n'est pas le moment pour les États de redessiner les frontières par la force. Au lieu de cela, nous devons donner la priorité à une véritable diplomatie, voir au-delà de la propagande et des récits forcés et œuvrer de concert pour éviter d'autres carnages. Nous devons rétablir le respect des normes et des lois de la guerre et faire respecter les résolutions du Conseil, dans l'intérêt des innombrables civils pris au piège du conflit.

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Puisqu'il s'agit de ma première déclaration en ce mois de décembre, je tiens à remercier la délégation britannique, dirigée par l'Ambassadrice Woodward, de son leadership en novembre, et je souhaite aux États-Unis beaucoup de succès dans la conduite de nos travaux ce mois-ci. Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé, ainsi que M. Al Saleh, Directeur des Casques blancs, de sa précieuse contribution.

Ces derniers jours, nous avons été témoins d'un changement majeur en Syrie, qui s'est à nouveau transformée en une zone de guerre active. Hay'at Tahrir el-Cham est un groupe terroriste qui a été reconnu comme tel par le Conseil de sécurité. Ses récents actes d'escalade ont déjà coûté la vie à plusieurs personnes et continuent d'exposer les civils à de graves risques. Ses actions ont de lourdes répercussions sur la paix et la sécurité régionales et internationales.

La Slovénie exhorte toutes les parties à engager immédiatement une désescalade. Il n'y a pas de solution militaire au conflit. Nous appelons tous les acteurs à respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire. La protection des civils et des infrastructures civiles est d'une importance capitale. Tous les efforts doivent s'accompagner de mesures visant à empêcher de nouveaux déplacements de population et de nouvelles perturbations de l'accès à l'aide humanitaire. La reprise d'un conflit de plus grande ampleur en Syrie aurait également des conséquences dévastatrices sur la région, mettant en péril les récents progrès réalisés au Liban et entraînant une nouvelle détérioration de la situation déjà précaire des réfugiés et des déplacés. Au cours des derniers mois, l'Envoyé spécial Pedersen nous a mis en garde à plusieurs reprises contre les risques d'escalade et nous a rappelé qu'aucune partie syrienne ni aucun groupe d'acteurs existant ne pouvait régler le conflit syrien par des moyens militaires. Les événements récents doivent servir de signal d'alarme pour le Gouvernement syrien et les principales parties prenantes internationales quant à la nécessité urgente de trouver une issue politique au conflit qui dure depuis près de 14 ans. Nous ne pouvons pas permettre que le récent regain de violence jette davantage d'huile sur le feu, ce qui ne ferait qu'étendre le conflit. La Slovénie souligne qu'il est urgent de parvenir à une solution politique dirigée par les Syriens, qui réponde aux aspirations du peuple syrien, conformément à la résolution 2254 (2015).

Le peuple syrien n'a pas besoin d'un énième conflit violent. Il a déjà bien trop souffert. Ce dont il a besoin,

c'est d'un véritable processus politique inclusif qui lui redonne de l'espoir et lui permette enfin de s'engager sur la voie d'une paix durable. La Slovénie continuera d'appuyer les efforts déployés par l'Envoyé spécial à cette fin.

M. Mikanagi (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M. Raed Al Saleh de leurs exposés.

La situation est extrêmement instable, mais je voudrais dire quelques mots. Selon les médias, des groupes armés rebelles menés par Hay'at Tahrir el-Cham ont progressé dans de vastes zones d'Alep. En outre, nous croyons comprendre que Hay'at Tahrir el-Cham a pris le contrôle de certains villages dans le centre de la Syrie. Selon les informations disponibles, le régime d'Al-Assad intensifierait ses frappes aériennes contre les rebelles. La recrudescence des hostilités a déjà entraîné la mort de civils innocents, dont des femmes et des enfants.

Il faut éviter que le conflit ne s'aggrave, car cela ne ferait que causer davantage de destruction dans le pays, qui a déjà été ravagé par près de 14 ans de conflit. Nous suivons de près la situation, et nous exhortons toutes les parties concernées à désamorcer la situation et à protéger la population et les infrastructures civiles afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation humanitaire, dans le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Le Japon réaffirme sa position selon laquelle la seule solution à l'impasse politique en Syrie est de promouvoir un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, conformément à la résolution 2254 (2015). À cet égard, nous reprenons à notre compte l'appel lancé par l'Envoyé spécial en faveur d'un dialogue politique urgent et sérieux afin d'éviter de nouvelles effusions de sang et de se concentrer sur une solution politique.

Malgré ces circonstances difficiles, nous ne devons pas renoncer à promouvoir le processus politique. Le Japon appelle toutes les parties prenantes à s'engager à nouer le dialogue pour mettre fin à l'une des pires crises humanitaires du siècle. Nous espérons sincèrement que l'évolution actuelle de la situation ne débouchera pas sur une nouvelle phase d'affrontement et de tragédie. Le Japon poursuivra ses efforts diplomatiques, en étroite coordination avec la communauté internationale, et continuera d'appeler toutes les parties à prendre des mesures constructives pour faire avancer le processus en vue de parvenir à une solution politique à la crise syrienne.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen des informations objectives qu'il nous a communiquées. Je prends note de la déclaration du représentant de la société civile, et je salue la présence des représentants du Liban et de la Syrie et de la représentante de la Türkiye.

La multiplication des faits de violence en Syrie aggrave les conditions de sécurité précaires dans la région et accroît les menaces pour la paix et la sécurité internationales. La population civile subit les conséquences de cette guerre prolongée, devenant ainsi prisonnière de la violence et de l'instabilité. Les propos de M. Pedersen concernant les activités d'un groupe désigné comme terroriste par le Conseil de sécurité sont très préoccupantes. Dans ce contexte, l'Équateur condamne sans équivoque le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelle qu'en soit l'origine. Les parties impliquées dans cette nouvelle phase du conflit doivent faire preuve de la plus grande retenue pour garantir la protection des civils et des infrastructures critiques conformément aux dispositions du droit international humanitaire.

Nous avons été témoins des efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour rétablir la confiance, encourager la participation des pays de la région et d'autres pays ayant de l'influence aux efforts consentis et privilégier le dialogue politique mené par les Syriens et facilité par l'ONU, seul outil viable pour le règlement du conflit, en stricte conformité avec les dispositions de la résolution 2254 (2015).

L'Équateur appuie le travail inlassable réalisé par l'équipe des Nations Unies en Syrie. Aujourd'hui plus que jamais, les initiatives conjointes de la communauté internationale doivent avoir pour objectif de parvenir à une véritable négociation politique qui conduira à une cessation définitive des hostilités et à l'établissement d'une paix durable.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Pedersen et M. Al-Saleh pour leurs interventions.

La France suit avec une grande attention les derniers développements en Syrie, notamment dans le nord-ouest. L'ensemble des parties doit respecter le droit international humanitaire. La France n'a cessé de le répéter : un processus politique crédible reste la seule manière de parvenir à une paix durable. Toute poursuite de l'escalade se ferait au détriment des populations, qui ont déjà payé un lourd tribut après 13 années de guerre civile. Ces derniers jours, le régime et ses alliés ont recommencé à cibler des zones densément peuplées et des infrastructures civiles à Alep et à Edleb. Tout doit être fait pour éviter une perturbation

de l'accès humanitaire ainsi que de nouveaux déplacements de population.

Les récentes hostilités surviennent dans un contexte humanitaire très dégradé, alors que l'hiver approche. Il est indispensable de maintenir toutes les voies d'accès humanitaires ouvertes, tant au travers des frontières qu'au travers des lignes de front, alors que celles-ci évoluent. Les combats auxquels nous avons assisté ces derniers jours illustrent la faiblesse du régime et ne sont que la résultante de son refus constant de s'engager dans un processus politique, alors qu'il s'agit de la seule façon de ramener la paix à laquelle aspire le peuple syrien. Il est temps que Damas saisisse cette opportunité. C'est à ce titre que la France renouvelle son plein soutien à M. Pedersen et à la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) dans toutes ses composantes. Elle appelle à une mobilisation collective pour que le régime respecte ses obligations et marque une ouverture à l'égard du peuple syrien.

Les récents développements montrent la nécessité de reprendre sans délai les réunions de la Commission constitutionnelle sous l'égide des Nations Unies. Nous sommes prêts, à la condition de progrès tangibles et vérifiables de ce processus, à entamer la levée des sanctions et à envisager de financer la reconstruction.

M. Fu Cong (Chine) (*parle en chinois*) : Je souhaite tout d'abord exprimer notre position sur le vote de procédure qui s'est tenu avant le début de la séance d'aujourd'hui. Nous regrettons que la présidence tournante ait imposé, sans aucune consultation, la participation d'un représentant des Casques blancs en tant qu'intervenant.

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé et je salue la présence des représentants de la Syrie, de l'Iran, du Liban et de la Türkiye à la présente séance.

Les attaques de grande ampleur menées par Hay'at Tahrir el-Cham et d'autres forces terroristes contre Alep, Edleb et d'autres localités ont perturbé le calme qui régnait ces dernières années. Il y a quelques années, les combats à Alep et dans d'autres endroits ont fait de nombreuses victimes et causé d'importantes destructions. La férocité des combats est encore présente dans nos esprits. Il ne fait aucun doute que le conflit en cours entraînera de nouvelles souffrances pour les gens ordinaires, ce qui est une source de vive préoccupation pour la Chine. Les forces armées se sont également emparées du consulat iranien à Alep, un acte déplorable qui viole le droit international et que la Chine condamne fermement.

Je tiens à rappeler que le terrorisme est l'ennemi commun de la communauté internationale. La Chine appuie les efforts de la Syrie visant à lutter contre le terrorisme et à préserver la sécurité et la stabilité nationales. La communauté internationale doit se conformer à une norme unifiée et adopter une politique de tolérance zéro en soutenant et en aidant le Gouvernement syrien à éliminer la menace posée par les forces terroristes sur son territoire. La Chine appelle tous les pays à renforcer leur coordination et à prendre des mesures pour couper les voies de circulation des terroristes et leurs canaux d'obtention d'armes et autre matériel, afin de les empêcher de créer davantage de turbulences.

La question syrienne s'éternise en raison d'une combinaison de plusieurs facteurs. La Chine a toujours considéré qu'un règlement politique était la seule solution possible. La communauté internationale doit sincèrement respecter la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale de la Syrie. Les forces étrangères doivent mettre fin à leur présence militaire illégale en Syrie. Les pays concernés doivent immédiatement lever les sanctions unilatérales imposées à la Syrie.

La Chine appelle une nouvelle fois la communauté internationale à rester fermement attachée à l'objectif général d'un règlement politique et à soutenir l'avancement d'un processus politique syrien dirigé et contrôlé par les Syriens, permettant ainsi au peuple syrien de décider lui-même de l'avenir de son pays, sans ingérence étrangère.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé. Je salue également l'exposé du Directeur Al Saleh sur le terrain.

La République de Corée exprime sa vive inquiétude face à l'instabilité croissante et au vide de pouvoir en Syrie. Les avancées de Hay'at Tahrir el-Cham et d'autres acteurs non étatiques ont, de façon subite, fortement déstabilisé la situation en matière de sécurité à Alep, Edleb et Hama et dans les environs, provoquant un bouleversement sans précédent depuis 10 ans. L'implication de parties prenantes régionales et d'acteurs non étatiques dans le conflit ne fait qu'exacerber une situation déjà instable, créant des conditions qui risquent de déclencher un cycle de violence qui va s'accélérant. À cet égard, je voudrais formuler trois observations.

Premièrement, nous exhortons toutes les parties à cesser les hostilités et à renouveler leur engagement en faveur du processus politique, conformément à la résolution 2254 (2015). Autrefois qualifiée de conflit gelé, la situation en Syrie démontre qu'une impasse de type permafrost n'est pas une solution, loin de là. En l'absence d'un

dialogue constructif, la glace fondra et le chaos reviendra. Pour éviter que le pays ne replonge dans le chaos absolu du passé, nous réitérons notre appel à toutes les parties pour qu'elles s'engagent à nouveau dans le processus politique, qui est le seul moyen durable d'avancer dans cette crise de longue date qui s'embrase rapidement.

Deuxièmement, nous appelons toutes les puissances étrangères à s'abstenir scrupuleusement d'aggraver le conflit et à créer un environnement propice au dialogue mené par les Syriens. Ni le soutien aux rebelles extrémistes par des États étrangers, ni l'assistance aux forces gouvernementales qui attaquent leur propre peuple ne peuvent être justifiés au regard du droit international. À cet égard, nous sommes très préoccupés par les informations faisant état d'attaques lancées par des factions armées, ainsi que de frappes aériennes visant la population syrienne, y compris des établissements de santé et des écoles, à Alep et à Edleb. De telles actions ne font qu'exacerber les souffrances de civils innocents et prolonger le conflit, et nous déplorons toute tentative de la part des puissances régionales d'exploiter les troubles actuels pour des intérêts étroits. Il faut au contraire privilégier une mobilisation internationale véritable et constructive. Les principaux acteurs internationaux doivent collaborer avec l'Envoyé spécial Pedersen pour relancer les efforts diplomatiques et ouvrir la voie à une solution politique viable et inclusive.

Troisièmement, nous demandons instamment à toutes les parties de respecter les droits des civils conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits humains. Les informations faisant état de victimes civiles et de dommages causés aux infrastructures civiles, ainsi que de conscriptions forcées, suggèrent des violations potentielles. L'application du principe de responsabilité doit s'étendre à tous les auteurs de violations, qu'ils soient affiliés au Gouvernement, à des forces étrangères, à des groupes rebelles ou à des organisations terroristes. Nous ne pouvons tout simplement pas permettre que l'impunité règne. En particulier, le droit à la vie, la liberté d'expression et de culte et la protection contre le recrutement forcé doivent être garantis sans exception. Les minorités ethniques et religieuses ne doivent en aucun cas être persécutées en raison de leur identité.

De Gaza à la Syrie en passant par le Liban, le Moyen-Orient traverse l'une des périodes les plus sombres de son histoire. Le récent cessez-le-feu de part et d'autre de la Ligne bleue, bien que fragile, est une lueur d'espoir qui pourrait marquer le début de la fin de cette crise. La République de Corée, en tant que membre du Conseil et amie fidèle de tous les États du Moyen-Orient, espère que l'année 2025 apportera des signes de désescalade et des progrès vers une paix durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des États-Unis.

Je remercie en premier lieu l'Envoyé spécial Pedersen et M. Al Saleh de leurs exposés. Je tiens à remercier tout particulièrement M. Al Saleh des efforts que lui et les Casques blancs ont déployés pour attirer l'attention du monde sur l'utilisation répétée d'armes chimiques par le régime syrien contre son propre peuple. Sa présence parmi nous aujourd'hui est d'une importance fondamentale.

Les États-Unis suivent de près la situation en Syrie. Depuis de nombreuses années, le Gouvernement syrien est impliqué dans une guerre civile soutenue par l'Iran, la Russie et le Hezbollah. Ces trois acteurs ont récemment été distraits et affaiblis par d'autres conflits, et il n'est donc pas surprenant que des acteurs en Syrie aient tenté de profiter de cette situation au cours des derniers jours. En effet, le refus persistant du régime d'Al-Assad de participer au processus politique prévu par la résolution 2254 (2015) et sa dépendance à l'égard de la Russie et de l'Iran ont créé les conditions actuelles, notamment l'effondrement des lignes du régime d'Al-Assad dans le nord-ouest de la Syrie. Dans le même temps, la récente offensive rebelle, avec laquelle les États-Unis n'ont rien à voir, est dirigée par le groupe Hay'at Tahrir el-Cham, une organisation désignée comme terroriste par les États-Unis et l'ONU. Nous sommes évidemment préoccupés par ce groupe. Nous continuerons de défendre et de protéger pleinement le personnel et les positions militaires des États-Unis, qui restent essentiels pour garantir que Daech ne peut plus jamais refaire surface en Syrie.

Sur le plan diplomatique, nous sommes en contact depuis plusieurs jours avec les dirigeants de la région, dont beaucoup se sont joints à nous pour appeler à la désescalade. Nous plaidons également en faveur de la protection de tous les civils, y compris des membres de groupes minoritaires ; de la protection des infrastructures civiles ; et d'un accès humanitaire sans entrave à toutes les personnes dans le besoin. Nous appelons de nouveau toutes les parties à s'engager à respecter les principes de liberté, de dignité et de sécurité pour tous les Syriens. Nous espérons que l'opposition syrienne pourra jouer un rôle dans l'application de ces principes. Il est important que les zones touchées par les combats récents reprennent leurs activités quotidiennes en toute sécurité et dès que

possible. À cette fin, l'accès humanitaire doit être maintenu afin que l'aide parvienne à toutes les personnes dans le besoin. L'ONU, qui travaille aux côtés des organisations non gouvernementales intervenant sur le terrain, a un rôle important à jouer. Nous recommandons d'appuyer fermement ses efforts, notamment pour répondre aux besoins des personnes déplacées qui fuient les combats.

Nous encourageons en outre toutes les parties à coopérer avec l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne, notamment pour déterminer ce qu'il est advenu des prisonniers du régime libérés dans le sud d'Alep et où ils se trouvent. Certains d'entre eux étaient des prisonniers politiques détenus à tort. Nous devons continuer de nous tenir aux côtés des victimes, des familles et des personnes rescapées qui demandent notre soutien et, c'est tout aussi important, qui veulent que les responsables soient traduits en justice.

Le fait que Hay'at Tahrir el-Cham est une organisation désignée comme terroriste par les États-Unis et l'ONU ne justifie pas la poursuite des atrocités du régime d'Al-Assad et de ses soutiens russes. Depuis le 27 novembre, ces atrocités comprennent des attaques menées par le régime et ses soutiens russes contre des écoles et des hôpitaux à Edleb et à Alep, qui ont fait des victimes civiles. Le Conseil doit s'exprimer d'une seule voix pour exiger que toutes les parties mettent fin à leurs attaques aériennes barbares et respectent le droit international. Le Conseil doit par ailleurs exiger de nouveau que le régime ne lance aucune attaque chimique, comme il l'a fait plus de 50 fois au cours de ce conflit. Et nous devons continuer de demander des comptes au régime et à ses soutiens pour ces actes odieux. Depuis trop longtemps, le régime d'Al-Assad prête son propre pays au Hezbollah et à d'autres groupes militants soutenus par l'Iran, au lieu d'engager un dialogue avec l'opposition. La Russie soutient l'intransigeance d'Al-Assad, et elle a bloqué à plusieurs reprises la tenue de pourparlers sous l'égide de l'ONU. Les événements récents nous rappellent brutalement que la Syrie ne connaîtra pas la paix tant qu'Al-Assad n'acceptera pas un règlement donnant à tous les Syriens la possibilité de s'exprimer sur l'avenir du pays.

Je réaffirme que les États-Unis défendront et protégeront le personnel et les positions militaires des États-Unis, qui restent essentiels pour veiller à ce que Daech ne connaisse pas de résurgence en Syrie. Nous continuerons d'agir en concertation étroite avec nos partenaires dans la région afin d'apaiser les tensions. Et nous continuerons d'appuyer la pleine mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité qui pourraient apporter un peu de paix et de stabilité à la Syrie et permettre de protéger les civils, y compris les minorités religieuses.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Aldahhak (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Pour commencer, ma délégation trouve étrange que les États-Unis n'aient pas respecté, au début de leur présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, les critères et les procédures de travail du Conseil. Ils utilisent le Conseil pour servir leurs propres intérêts et tentent de nuire à un État Membre de l'ONU. Les objectifs des États-Unis sont bien connus et s'illustrent par le fait qu'ils continuent de soutenir le terrorisme auquel est confronté mon pays, qui se manifeste par la présence des organisations terroristes Daech et Hay'at Tahrir el-Cham/Front el-Nosra, et d'investir dans ces pratiques. Les États-Unis les couvrent et maintiennent leur approche hostile contre mon pays. En outre, les États-Unis tentent de détourner l'attention de leur soutien illimité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil, à l'entité d'occupation israélienne et à ses crimes inhumains. Cette position ôte toute crédibilité aux États-Unis en matière de droits humains.

Nous dénonçons l'absence des véritables représentants de la société civile syrienne et des organisations non gouvernementales (ONG) syriennes. Nous comptons plus de 1 400 ONG syriennes agréées que les États-Unis n'autorisent pas à participer aux séances du Conseil, bien qu'elles déploient des efforts diligents et efficaces sur le terrain en partenariat avec le Gouvernement syrien, l'ONU et les partenaires humanitaires afin d'améliorer les conditions humanitaires et les conditions de vie du peuple syrien. Elles seraient mieux placées pour donner au Conseil un aperçu de leur action humanitaire et des graves problèmes auxquels elles sont confrontées, et elles le feraient de manière professionnelle, objective et factuelle, sans les velléités politiques, la désinformation et les mensonges que nous avons entendus à maintes reprises au Conseil.

Des héros tels que les équipes de défense civile de la République arabe syrienne font de leur mieux et mettent leur vie en danger pour protéger les Syriens. Nous avons pu observer leur héroïsme tout au long de la guerre terroriste contre la Syrie, après le tremblement de terre et, dernièrement, dans la lutte contre les incendies de forêt. Ce sont eux qui sont les véritables représentants de la

défense civile syrienne, et personne d'autre. Il convient également de mentionner les héros du Croissant-Rouge arabe syrien, qui ont perdu 66 martyrs, dont le dernier il y a quelques jours, qui a été tué à un poste frontière par une frappe aérienne israélienne alors qu'il aidait des personnes déplacées en provenance du Liban frère. Ce sont eux qui représentent la société civile. Ce sont eux les véritables héros. Un grand nombre de volontaires syriens participent également à des efforts caritatifs et humanitaires dans le contexte d'un siège injuste imposé par l'Administration des États-Unis, sans parler des mesures coercitives unilatérales injustes.

Faire venir au Conseil une organisation associée et inféodée au Front el-Nosra est une insulte au Conseil et à ses États membres. C'est un déshonneur non pas pour mon pays, mais pour la présidence américaine du Conseil. Si les membres ont des doutes sur ce que je dis, je les renvoie à la déclaration de l'ancien porte-parole du Département d'État des États-Unis, M. Mark Toner qui, en répondant à des journalistes le 27 avril 2016, a déclaré que le groupe invité aujourd'hui était associé à des groupes extrémistes qui représentent une menace pour les États-Unis. C'est la déclaration d'un de vos collègues, Monsieur le Président, et elle est disponible partout.

Je voudrais également renvoyer les membres aux lettres que mon pays et la Fédération de Russie ont transmises au Conseil au fil des ans pour répondre aux mensonges propagés par ce groupe et ses parrains. Il semble cependant que l'animosité de l'Administration des États-Unis à l'endroit de mon pays la pousse à inviter n'importe qui au Conseil, du moment que cela sert ses objectifs. L'Administration des États-Unis, qui invite au Conseil ceux qui tentent d'insulter les États Membres en arguant de liberté d'expression et de participation de la société civile, est celle-là même qui a réduit au silence des étudiants et des professeurs d'université aux États-Unis lorsqu'ils sont sortis manifester pour appeler au respect du droit international et à la fin du génocide et des crimes israéliens contre le peuple de Palestine et les pays de la région. De quelle liberté d'expression, et de quelles voix, parle-t-on donc ?

Je remercie les délégations de l'Algérie, du Guyana, du Mozambique, de la Sierra Leone, de la Fédération de Russie et de la Chine d'avoir appuyé, nous l'apprécions vivement, notre demande de convoquer la séance d'urgence d'aujourd'hui. Je remercie également les délégations de la Russie, de la Chine, de l'Algérie et du Mozambique de leur vote en début de séance.

Nous nous réunissons ici aujourd'hui parce que le groupe Hay'at Tahrir el-Cham/Front el-Nosra, qui est inscrit sur la liste des organisations terroristes du Conseil de sécurité, ainsi que des entités et groupes terroristes qui lui sont affiliés et des milliers de combattants terroristes étrangers, ont lancé une attaque de grande envergure, sur plusieurs fronts et dans plusieurs régions du nord de la Syrie, notamment dans les provinces d'Alep et d'Edleb, dans le but de prendre le contrôle de ces régions et de certains tronçons de l'autoroute internationale surnommée M5, qui relie le nord et le sud de la Syrie.

Cette attaque a coïncidé avec un afflux de terroristes aux frontières septentrionales du pays, qui ont bénéficié d'un soutien extérieur accru, notamment sous forme d'équipements militaires, d'armes lourdes, de véhicules, d'un grand nombre de drones et de technologies de communication modernes. Associé à la sécurisation des lignes d'approvisionnement militaires et logistiques, cela a permis à l'organisation terroriste Hay'at Tahrir el-Cham et aux entités opérant sous son commandement de prendre le contrôle de vastes pans de la ville d'Alep, après avoir attaqué plusieurs villages et villes sur la route qui y mène. L'ampleur et la portée de l'attaque terroriste menée par ces organisations atteste sans ambiguïté de l'étendue du soutien que leur apportent les parties régionales et internationales qui se servent du terrorisme comme d'un outil pour mettre en œuvre leur politique étrangère, prendre l'État syrien pour cible, porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité et faire souffrir son peuple. Les dénégations de certaines parties ne servent à rien. Il est évident que cette attaque terroriste n'aurait pas pu être menée sans un feu vert et un ordre d'opérations turco-israélien conjoint, que les assauts répétés d'Israël sur les territoires syriens ont préparé. Les membres accepteraient-ils une attaque terroriste de ce type, par une organisation inscrite sur la liste du Conseil de sécurité, contre leur État ou contre un quelconque des États Membre de l'ONU ?

Cette attaque terroriste a terrifié les civils, en particulier dans la ville d'Alep, qui compte environ 2,5 millions d'habitants. Elle a perturbé divers aspects de la vie dans la ville. Elle a poussé des milliers de familles à se diriger vers les zones contrôlées par l'État syrien. Pendant ce temps, les personnes toujours prises au piège dans la ville sont confrontées à une situation humanitaire tragique, sont attaquées par des organisations terroristes et sont maltraitées, de même que les forces de l'ordre. Ces attaques terroristes s'en sont également prises à des chercheurs et aux logements étudiants de l'université d'Alep, à la suite de quoi plusieurs étudiants sont morts, d'autres ont été blessés, et d'autres encore ont été contraints de

quitter la ville alors qu'ils préparaient leurs examens. Les locaux diplomatiques et consulaires de la ville n'ont pas été épargnés par ces attaques terroristes.

Les crimes des organisations terroristes ne s'arrêtent pas là : elles ont imposé un couvre-feu aux habitants de la ville ; elles ont pris les prisons d'assaut ; et elles ont libéré un grand nombre de criminels condamnés au pénal, et ce, afin de semer le chaos et de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité, tandis que les civils craignent de plus en plus une résurgence des pratiques terroristes, notamment l'imposition de l'idéologie extrémiste takfiriste, les meurtres, la torture, la détention et les disparitions forcées, le recrutement d'enfants et la persécution des femmes et des filles. Ces pratiques, contre lesquelles la population d'Edleb a manifesté à maintes reprises pour exiger qu'il y soit mis fin, ne peuvent être autorisées à se poursuivre, être tolérées ou être infligées aux habitants d'autres villes syriennes. Accepteriez-vous de telles pratiques, Monsieur le Président ?

Depuis de nombreuses années, nous travaillons en partenariat avec les États Membres pour adopter des instruments et des résolutions qui répondent à la menace que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, fait peser sur la paix et la sécurité internationales, qui en tarissent les sources de financement et d'armement, qui répriment l'extrémisme violent conduisant au terrorisme et qui luttent contre l'incitation et les discours de haine. Mais certains États préfèrent investir dans le terrorisme, ce qui a empêché d'obtenir les résultats souhaités et fait perdurer le fléau du terrorisme.

Le problème réside dans l'absence de volonté politique des États dont les politiques et pratiques hostiles envers mon pays ont permis au terrorisme de s'implanter dans les zones contrôlées par les forces militaires étrangères présentes illégalement sur le territoire syrien. Aujourd'hui, les souffrances endurées par notre peuple à Alep et dans d'autres régions syriennes infiltrées par des organisations terroristes nous contraignent une fois de plus à élever la voix pour demander au Conseil de condamner cette attaque terroriste et obliger les États qui téléguident ces organisations terroristes à renoncer à leurs politiques, à empêcher la réalité terroriste de s'implanter et à veiller à ce que les civils ne soient pas retenus en otages par ces organisations terroristes. Voilà l'appel que notre peuple à Alep et dans le nord de la Syrie lance au Conseil.

L'attaque terroriste qui a visé le nord de la Syrie constitue une violation flagrante des résolutions des organes de l'ONU et du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme, ainsi que des accords de désescalade adoptés dans le cadre du processus d'Astana. Un récent communiqué final réaffirme l'attachement indéfectible à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie, et la volonté de poursuivre les efforts en matière de lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Ce sont des engagements que le garant turc n'a pas respectés.

La République arabe syrienne demande au Conseil de sécurité de condamner clairement et sans équivoque cet attentat terroriste perpétré par une organisation reconnue comme terroriste par le Conseil de sécurité, qui compte des dizaines de milliers de terroristes étrangers. Mon pays rejette fermement toute tentative de blanchir l'image de ces organisations terroristes en adoptant d'autres noms destinés à tromper l'opinion publique mondiale.

La Syrie tient les États qui soutiennent l'organisation terroriste Hay'at Tahrir el-Cham et les entités qui lui sont affiliées pour entièrement responsables de l'attaque et de ses conséquences. La Syrie demande à l'ONU de contraindre ces États à respecter les obligations que leur imposent les résolutions pertinentes du Conseil en matière de lutte contre le terrorisme, à commencer par la résolution 2170 (2014), sur la lutte contre les organisations terroristes que sont Daech et le Front el-Nosra, et la résolution 2178 (2014), sur la lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, ainsi que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Mon pays souligne la nécessité d'inscrire sur les listes de sanctions du Conseil les entités et les institutions économiques, financières, commerciales et médiatiques qui fournissent des fonds, des approvisionnements et des services de communication à Hay'at Tahrir el-Cham et aux entités alliées.

L'État, l'armée et le peuple syriens réaffirment qu'ils sont déterminés à continuer d'exercer leur droit souverain et à s'acquitter de leur devoir constitutionnel et juridique en luttant contre les organisations terroristes avec la force et la détermination qui s'imposent. La Syrie prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre ses citoyens, lutter contre la menace terroriste, libérer ses terres de la présence terroriste et rétablir l'autorité de l'État et l'état de droit sur l'ensemble du territoire national de la République arabe syrienne. Il s'agit du droit légitime de chaque pays et la Syrie n'est pas la seule à en bénéficier ; cela contribue également à la stabilité de toute la région et à la sécurité de ses peuples et pays. Ceux qui soutiennent le terrorisme en Syrie doivent savoir que cela se retournera contre eux.

La Syrie a lutté efficacement contre le terrorisme sous toutes ses formes au cours des dernières années, elle est capable de l'éliminer et elle est déterminée à y parvenir. Mon pays espère que tous les États Membres qui croient au droit international et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies soutiendront les efforts entrepris par le Gouvernement syrien pour lutter contre le terrorisme et défendre sa souveraineté, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale, ainsi que la sécurité et la stabilité de son peuple.

Pour terminer, en réponse aux allégations de certaines délégations concernant la position du Gouvernement syrien sur le processus politique, nous soulignons que le Gouvernement syrien aborde de manière constructive tous les efforts visant à améliorer la situation en Syrie et à servir les intérêts de son peuple, et non à servir les intérêts des autres. Il coopère sérieusement et de manière constructive avec l'ONU et ses représentants, a adopté une politique de réconciliation nationale, promeut des initiatives de paix locales et a adopté de nombreuses mesures visant à rétablir la sécurité et la stabilité, à améliorer les conditions de vie, à fournir des services de base et à créer les conditions nécessaires au retour des réfugiés et des personnes déplacées.

Toutefois, la Syrie a souligné à plusieurs reprises au cours des dernières années que les organisations terroristes inscrites sur les listes du Conseil de sécurité, au premier rang desquelles les organisations Daech et Front el-Nosra/Hay'at Tahrir el-Cham, ainsi que les entités, groupes, institutions et individus qui leur sont affiliés, qui ont adopté le terrorisme et dont les mains sont tachées du sang des Syriens, font partie du problème et non de la solution. Nul ne peut imaginer une solution ou un processus politique auquel sont associés Daech et le Front el-Nosra. Nous avons également souligné que tout accord de désescalade ne doit pas entraver ou saper les efforts de lutte contre le terrorisme, conformément au droit international, aux résolutions du Conseil de sécurité et à la Constitution de la République arabe syrienne.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Türkiye.

M^me^ Güven (Türkiye) (*parle en anglais*) : Le conflit syrien, qui est entré dans sa quatorzième année, nous rappelle brutalement le coût de l'inaction politique. Ses causes profondes émanent des aspirations légitimes, mais non satisfaites, du peuple syrien. Sans un véritable processus de réconciliation nationale, la Syrie restera prisonnière d'un cycle d'instabilité et de souffrance.

Les attaques israéliennes en cours dans la région ne font que compliquer cette situation fragile. La spirale de violence ne doit pas déstabiliser davantage la Syrie. Les événements douloureux survenus depuis le 7 octobre 2023 soulignent une vérité essentielle : en l'absence de solutions politiques pour remédier aux causes profondes, les crises refont inévitablement surface. C'est cette même réflexion qui doit guider notre approche collective de la crise syrienne. La résurgence des conflits en Syrie reflète les problèmes non réglés qui gangrènent le pays depuis plus de 10 ans. La réticence de Damas à participer au processus politique avec l'opposition reste un faux pas critique qui a créé les conditions de la situation actuelle. Pendant ce temps, les organisations terroristes exploitent l'instabilité pour servir leurs intérêts, ce qui représente une grave menace pour la sécurité de la région.

Nous avons lancé le processus d'Astana pour parvenir à une désescalade sur le terrain, et un cessez-le-feu a pu être instauré. Depuis 2017, la Türkiye joue un rôle de premier plan dans la création d'une zone de désescalade autour d'Edleb sur la base de divers accords conclus avec les partenaires d'Astana. Ce processus a également créé des possibilités de mettre en place des mesures de confiance entre Damas et l'opposition. Hélas, cette occasion n'a pas été saisie.

La Türkiye s'est toujours employée à maintenir le calme à Edleb, qui se trouve au point zéro de sa frontière. Nous avons averti à plusieurs reprises que les attaques contre la zone de désescalade d'Edleb aggravaient les tensions.

Les violations des accords conclus dans le cadre du processus d'Astana et l'accent mis sur les campagnes militaires, plutôt que sur la réconciliation nationale et la lutte contre le terrorisme, ont plongé la Syrie dans le chaos.

En réponse aux allégations qui ont été formulées, je tiens à souligner que la Türkiye n'a pas consenti au lancement de l'opération en cours et ne la soutient pas. Au contraire, nous nous sommes toujours efforcés d'enrayer le cycle de violence. Aujourd'hui, nous soulignons une fois de plus l'importance cruciale de la désescalade dans un contexte d'instabilité globale dans la région.

L'évolution de la dynamique sur le terrain, en particulier dans le nord-ouest de la Syrie, est à l'origine d'une situation précaire. Le pays tout entier est profondément touché par le déplacement des lignes de contrôle. La période à venir sera marquée par des risques importants, notamment celui d'une plus grande fragmentation. Les soi-disant Forces démocratiques syriennes (FDS) pourraient

chercher à consolider leur position dans le nord-est, tandis que la résurgence de Daech reste une possibilité bien réelle. Cette dynamique pourrait déclencher de nouvelles vagues de migrations et de déplacements, mettant davantage à l'épreuve la stabilité régionale et rendant encore plus désespéré le besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

La Türkiye continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger son territoire, son peuple et ses intérêts.

L'impasse actuelle est insoutenable pour la Syrie et l'ensemble de la région. Il est temps que tous les acteurs concernés procèdent à une réévaluation réaliste. Le règlement durable de la crise syrienne passe par un consensus national permettant de répondre aux attentes légitimes du peuple syrien.

Il ne doit pas y avoir de nouvelle escalade de la guerre civile en Syrie. La communauté internationale doit également revoir son approche globale du conflit de manière à appuyer cet objectif aux niveaux régional et international. Toutes les parties prenantes doivent donc procéder à un examen critique de leurs positions et changer de paradigme si nécessaire, afin de contribuer à une paix et une stabilité durables.

Il est impératif d'engager avec diligence des efforts complémentaires dans les domaines politique, humanitaire et de la sécurité. À cet égard, il faut relancer le processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous l'égide des Nations Unies. Il faut rectifier l'erreur consistant à sous-traiter la lutte contre Daech à une autre organisation terroriste, les soi-disant Forces démocratiques syriennes (FDS). Cette entité séparatiste n'est ni syrienne ni démocratique. En réalité, elle n'est rien d'autre que le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple (PKK/YPG).

Il faut perturber les activités des organisations terroristes séparatistes afin de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie. En outre, la création des conditions nécessaires au retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés syriens doit faire partie intégrante du processus de règlement. Il faut sans plus tarder mettre simultanément en œuvre ces mesures indispensables.

Les contours d'une solution politique négociée à cette crise ont été tracés il y a neuf ans par le Conseil dans sa résolution 2254 (2015), adoptée à l'unanimité. Les dispositions de cette résolution doivent être respectées et mises en œuvre. La résolution souligne le fait indéniable que c'est au peuple syrien qu'il appartient de décider de l'avenir de la Syrie, et cela veut dire tous les Syriens, y compris l'opposition, la diaspora et les réfugiés.

Tous les acteurs concernés doivent appuyer, sans plus attendre, la convocation d'une nouvelle session de la Commission constitutionnelle. À cette fin, la Türkiye a mené une action considérable pour initier un dialogue entre Damas et l'opposition. Nous nous sommes également efforcés d'engager le dialogue avec Damas. Malheureusement, ces efforts n'ont pas encore donné les résultats escomptés.

Mon pays partage 911 kilomètres de frontière avec la Syrie. La présence d'organisations terroristes en Syrie ne porte pas seulement atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays, elle représente aussi une menace directe pour la sécurité nationale de la Türkiye, ainsi que pour la stabilité régionale.

Le Conseil a condamné avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste perpétré le 23 octobre à Ankara. Les terroristes se sont infiltrés en Türkiye depuis le territoire syrien. L'organisation terroriste PKK/YPG/FDS continue d'essayer de promouvoir ses visées séparatistes en Syrie. Je tiens à souligner que la Türkiye est en droit de prendre les mesures qui s'imposent, dans l'exercice de son droit naturel de légitime défense, contre les menaces directes et imminentes que les organisations terroristes actives en Syrie font peser sur sa sécurité nationale.

La Türkiye continue de travailler avec tous les acteurs concernés pour éviter l'escalade et faire avancer le processus politique. Les dirigeants turcs déploient d'intenses efforts diplomatiques. Le Ministre des affaires étrangères, M. Fidan, a convenu avec ses homologues russe et iranien d'organiser prochainement une réunion ministérielle dans le cadre du processus d'Astana.

Le peuple syrien mérite la paix, la stabilité et un avenir où ses droits et ses libertés seront respectés. La Türkiye reste pleinement attachée à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie. Nous appelons à la désescalade et à la protection des civils, et nous sommes prêts à œuvrer en faveur d'un processus politique crédible en vue d'un règlement durable et pacifique de cette crise prolongée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Iravani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous remercions la République arabe syrienne, l'Algérie, le Mozambique, la Sierra Leone et le Guyana d'avoir demandé la tenue de la présente séance

d'urgence, et la Chine et la Russie d'avoir veillé à ce que cette question cruciale reçoive l'attention du Conseil. Nous remercions également l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé.

La République islamique d'Iran se déclare vivement préoccupée par l'escalade de la situation en Syrie. Les récents événements, en particulier les opérations terroristes coordonnées menées par Hay'at Tahrir el-Cham, une branche d'Al-Qaida désignée comme telle, également connue sous le nom de Front el-Nosra, menacent gravement la souveraineté et la stabilité de la Syrie. Comme indiqué dans la lettre du Représentant permanent de la Syrie datée du 1er décembre, cette organisation terroriste a orchestré des attaques coordonnées à grande échelle contre les provinces d'Alep et d'Edleb, ce qui a eu des conséquences dévastatrices pour la région et sa population.

Lors des attaques terroristes menées à Alep, les locaux du consulat iranien ont été délibérément pris pour cible par des groupes terroristes. Les attaques contre des locaux diplomatiques et consulaires constituent une violation flagrante du droit international et sont strictement interdites en toutes circonstances. Aucun individu, groupe ou État n'a le droit de commettre ou de permettre de tels actes. Ce sont les pays qui arment et soutiennent ces groupes terroristes, leur permettant ainsi de poursuivre leur agression et leurs violations des normes internationales, qui portent la responsabilité de cette agression et de cette violation éhontées.

Au cœur de cette crise, il y a l'aide et l'intervention extérieures, qui perpétuent le terrorisme en Syrie et portent atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays. L'ampleur et la sophistication des opérations de Hay'at Tahrir el-Cham, notamment l'utilisation d'armes de pointe et de drones, mettent en évidence un soutien extérieur délibéré, provenant principalement des États-Unis, qui font du terrorisme un outil de politique étrangère au service de leurs intérêts politiques. Les États qui alimentent ce conflit doivent répondre de leurs actes et des conséquences dévastatrices qu'ils infligent au peuple syrien.

Cet attentat terroriste compromet directement les accords qui ont mené à la création de la zone de désescalade d'Edleb dans le cadre du processus d'Astana. À la vingt-deuxième réunion tenue selon la formule d'Astana, les 11 et 12 novembre, les participants ont exprimé leur vive inquiétude au sujet de la présence et des activités des groupes terroristes qui mettent en danger les civils à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de désescalade d'Edleb.

Dans le même temps, la multiplication des frappes aériennes israéliennes prenant pour cible des civils et des infrastructures en Syrie en novembre et en octobre, associée aux liens entre le régime et Hay'at Tahrir el-Cham, est la preuve qu'une action coordonnée est menée pour déstabiliser davantage la Syrie. Les frappes incessantes d'Israël sur les points de passage entre la Syrie et le Liban ont perturbé l'acheminement d'une aide essentielle et contraint des centaines de milliers de personnes à fuir.

Ce qui s'est passé à Alep et à Edleb doit être pour toute la région un signe annonciateur de la résurgence du terrorisme et de l'extrémisme. L'insécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent en Syrie ne resteront pas confinés à l'intérieur de ses frontières ; ils se propageront inévitablement hors de celles-ci, menaçant l'ensemble de la région et au-delà.

Aucune distinction ne peut ou ne doit être faite entre les différents types de terrorisme ; il n'y a pas de bon ou de mauvais terrorisme. Hay'at Tahrir el-Cham, groupe terroriste expressément désigné comme tel par les résolutions du Conseil de sécurité, fait peser une grave menace sur la paix et la stabilité de la région. Si la communauté internationale ne parvient pas à s'opposer de manière décisive à ce groupe terroriste, sa domination croissante sur certaines parties de la Syrie pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'ensemble de la région et constituer une menace sérieuse pour la paix et la sécurité mondiales.

La République islamique d'Iran continue d'apporter un soutien indéfectible au Gouvernement syrien et à son peuple dans leur lutte juste et déterminée contre le terrorisme. L'Iran reconnaît et soutient pleinement le droit souverain de la Syrie à combattre et à éliminer les groupes terroristes tels que Hay'at Tahrir el-Cham, qui sèment la destruction, le chaos et la souffrance partout où ils opèrent. Nous soulignons que toutes les mesures de lutte antiterroriste doivent être entreprises en coordination avec le Gouvernement syrien et avec son consentement, dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. Les récentes activités diplomatiques de l'Iran avec ses partenaires dans le cadre du processus d'Astana, à savoir la Russie, la Türkiye et la Syrie, témoignent de cet engagement. L'Iran a demandé la convocation d'urgence d'une réunion des Ministres des affaires étrangères des pays garants du processus d'Astana afin de faire le point sur l'évolution récente de la situation en Syrie et d'élaborer une stratégie unifiée pour mettre un terme aux activités terroristes dans le pays.

Comme cela a été dit à maintes reprises, la seule solution durable à la crise syrienne est une solution politique qui soit dirigée et contrôlée par les Syriens et qui défende la souveraineté et l'indépendance du pays. Pour cela, il faut mettre fin à l'occupation et à l'ingérence étrangères, arrêter d'exploiter les ressources de la Syrie, cesser tout appui aux groupes terroristes et encourager les parties à entamer un dialogue et à prendre activement part au processus politique. En outre, la communauté internationale doit donner la priorité à l'aide humanitaire, à la remise en état des infrastructures et au retour en toute sécurité des réfugiés. Le peuple syrien mérite de vivre dans la paix et la dignité et de pouvoir reconstruire son pays à l'abri du terrorisme et des ingérences étrangères.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Liban.

M. Hachem (Liban) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États arabes.

Tout d'abord, le Groupe des États arabes tient à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Nous vous remercions d'avoir répondu à notre demande d'organiser la présente séance d'urgence afin de débattre des faits nouveaux graves survenus en République arabe syrienne, pays frère.

Le Groupe des États arabes suit avec une grande inquiétude la situation en Syrie depuis le 27 novembre 2024, notamment dans les provinces d'Edleb et d'Alep, à la suite de l'attaque menée par Hay'at Tahrir el-Cham/le Front el-Nosra, un groupe désigné comme organisation terroriste par le Conseil de sécurité. Cette attaque a causé la perte tragique de vies civiles innocentes, y compris celles de femmes et d'enfants, et a endommagé l'infrastructure civile et entraîné une vague importante de déplacements. Le Groupe des États arabes condamne cette attaque et souligne qu'il est nécessaire de mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur la lutte antiterroriste. Le Groupe souligne qu'il importe de respecter la souveraineté, l'unité, la stabilité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, et de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Le Groupe des États arabes arabe met en garde contre les conséquences désastreuses des faits nouveaux survenus en République arabe syrienne pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Il exprime son soutien à la République arabe syrienne dans sa lutte contre le terrorisme de Daech et du Front el-Nosra, ainsi que des entités et groupes qui leur sont associés, contre les actes répétés d'agression israélienne dont elle fait l'objet et contre la poursuite de l'occupation israélienne du Golan syrien.

Le Groupe des États arabes souligne en outre qu'il faut soutenir les efforts qui sont faits pour rétablir la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la République arabe syrienne, réduire les souffrances, intensifier l'action menée pour désamorcer la situation, éviter les effusions de sang et revenir à des solutions diplomatiques et politiques qui préservent la sécurité et la prospérité du peuple syrien et de créent des conditions propices au retour des Syriens dans leur patrie.

Le Groupe des États arabes appelle à privilégier la raison et à rejeter les intérêts étrangers afin que les intérêts nationaux de la Syrie puissent prévaloir. Il appelle également au retrait de toutes les parties étrangères présentes illégalement en Syrie et à concentrer les efforts sur la recherche d'une solution politique dirigée et contrôlée par les Syriens, sans ingérence étrangère, conformément à la résolution 2254 (2015), afin de préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, ainsi que la sécurité de ses citoyens.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Votre déclaration d'aujourd'hui, Monsieur le Président, est une démonstration éclatante de toute l'hypocrisie, ou plutôt de la nature peu recommandable, de la politique étrangère menée par l'Administration américaine sortante. Vous n'avez pas eu le courage de condamner une attaque terroriste manifeste contre des civils pacifiques dans les villes syriennes, alors qu'ils se battent pour reconstruire une vie paisible malgré les centaines de sanctions unilatérales illégales imposées par votre pays. En outre, vous avez affirmé sournoisement que l'attaque contre Alep et le nord-ouest de la Syrie avait été menée par certains rebelles qui, selon votre vision déformée du monde, se transforment en terroristes et en extrémistes pour attaquer les pays qui mènent une politique étrangère indépendante qui n'est pas conforme aux intérêts des États-Unis. Vous n'avez même pas remarqué que vous vous étiez trahi en promettant de protéger non pas la vie des Syriens ordinaires, mais uniquement celle des soldats américains qui occupent illégalement certaines parties de la Syrie et pillent sans vergogne ses ressources naturelles.

Aujourd'hui, nous avons vu une fois de plus que les États-Unis sont prêts à passer sous silence n'importe quel crime au nom du profit et du gain, qu'il s'agisse du massacre de 45 000 civils palestiniens ou de l'attaque terroriste menée contre des villes syriennes pacifiques par des voyous armés. Compte tenu de vos propos, Monsieur le Président, plus personne ne se fait d'illusions quant à la volonté de Washington de lutter honnêtement et sincèrement contre le terrorisme international. Et, pour le dire franchement, nous sommes heureux de nous trouver de l'autre côté des barricades, car les notions d'honnêteté, de justice et de conscience sont loin d'être la marque de fabrique de la politique étrangère des États-Unis.

Le Président (*parle en anglais*) : À titre national, je voudrais faire une très brève déclaration pour répondre à certains commentaires.

Je voudrais dire à notre collègue de la Fédération de Russie qu'il est tout sauf bien placé pour accuser les États-Unis de soutenir des groupes terroristes. Depuis des décennies, les États-Unis luttent contre le fléau du terrorisme et continueront à le faire. Le représentant de la Fédération de Russie est très mal placé pour nous faire la morale sur cette question, en particulier étant donné qu'il soutient des régimes qui parrainent le terrorisme dans le monde entier.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

M. Al Saleh a demandé la parole pour répondre à quelques commentaires et questions. Je la lui donne.

M. Al Saleh (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Gouvernement turc, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et tous les pays qui soutiennent le peuple syrien.

Le représentant du régime des bombes-barils continue de tromper la communauté internationale. Je ne répondrai pas à ses accusations, car elles ne sont pas crédibles.

Ce que je dirai au Conseil, c'est que le peuple syrien mérite d'être représenté à cette table, car les représentants du régime chimique n'ont pas leur place au Conseil de sécurité, mais devant la Cour pénale internationale et la Cour internationale de Justice pour répondre des crimes qu'ils ont perpétrés contre le peuple syrien au cours des 14 dernières années. L'ONU dispose de plus d'un million d'éléments de preuve des violations commises sur cette période.

En tant que Directeur des Casques blancs, je tiens à dire au Conseil que la Défense civile syrienne est une organisation neutre, indépendante et transparente qui œuvre au service de toutes les composantes de la population syrienne, sans discrimination, quelle que soit leur appartenance ethnique ou leur doctrine.

Enfin, je conseille à la communauté internationale et à tous les États, en particulier les pays arabes, d'écouter et d'épauler le peuple syrien pour qu'il puisse réaliser ses aspirations, à savoir bâtir une Syrie civilisée. La Syrie est une civilisation vieille de 7 000 ans, mais le régime syrien l'a transformée en un lieu de passage pour les milices terroristes et en un pays qui produit et achemine du Captagon vers tous les pays arabes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Al Saleh des précisions qu'il a apportées.

Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je la lui donne.

M. Aldahhak (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Il y a 10 ans, nous avons siégé dans cette salle (voir S/PV.7242) et adopté la résolution 2170 (2014), sur la lutte contre les organisations terroristes que sont Daech et le Front el-Nosra. Quelques semaines plus tard, nous sommes revenus ici à l'occasion d'une séance de haut niveau du Conseil de sécurité (voir S/PV.7272), au cours de laquelle le Conseil a adopté la résolution 2178 (2014), sur la lutte contre les combattants terroristes étrangers. Pendant cette séance, nous avons entendu les représentants de votre pays, Monsieur le Président, promettre de manière fallacieuse de lutter contre le terrorisme et d'aider les pays menacés par ce fléau.

Que nous ont appris ces 10 dernières années ? Elles nous ont montré que les États-Unis avaient apporté leur soutien à tous les terroristes et investi dans toutes les organisations terroristes afin de servir leurs propres intérêts. Ces actes sont indignes d'eux et de quelque pays que ce soit. Nous sommes conscients que les États-Unis privilégient les intérêts d'Israël au détriment des intérêts des peuples de notre région. Ils ont attaqué l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dissimulé l'assassinat de 249 membres du personnel de l'UNRWA et tenté d'affaiblir l'Office, uniquement pour servir les intérêts d'Israël.

De quelle crédibilité parlent les États-Unis lorsqu'ils présentent des instruments qu'ils ont créés et inventés pour déstabiliser la sécurité et la stabilité de la Syrie et fabriquer de toutes pièces une réalité qui leur a permis de former ce

qu'ils ont appelé de manière illégitime la « coalition internationale de lutte contre le terrorisme » ? Jamais de ma vie – et je travaille à l'ONU depuis de nombreuses années maintenant – je n'ai entendu parler d'une coalition créée en dehors du cadre de la Charte des Nations Unies et sans mandat du Conseil de sécurité qui a tué des civils innocents, détruit la ville de Raqqa et ses habitants, pris pour cible l'Armée arabe syrienne, comme nous l'avons vu lors de la tristement célèbre attaque menée à Jabal Al-Thardah, permis aux terroristes de s'emparer de certaines régions du pays et attaqué un groupe de travailleurs humanitaires bénévoles envoyés il y a des années pour réparer le barrage de l'Euphrate afin d'éviter qu'il ne soit davantage détruit par les bombardements aveugles de la coalition. Le véhicule qui transportait ces bénévoles a été pris pour cible. Si les États-Unis l'ont oublié, ce n'est certainement pas notre cas.

Le Conseil a entendu ma délégation à maintes reprises. Il a entendu des accusations et des allégations mensongères contre mon pays, mais aussi des faits que nous exposons depuis de nombreuses années. Si les États-Unis veulent poursuivre sur cette voie, je répète qu'ils trahissent non seulement les victimes du terrorisme dans nos pays, mais aussi les victimes des attentats du 11 septembre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une autre déclaration en ma qualité de représentant des États-Unis.

Comme chacun sait, le régime d'Al-Assad est un partisan notoire des groupes terroristes dans l'ensemble du Moyen-Orient. Il a mené des attaques impitoyables et barbares contre son propre peuple, notamment, comme je l'ai mentionné précédemment, en utilisant à plusieurs reprises des armes chimiques contre son propre peuple. Les crimes commis par le régime tout au long de la guerre qui sévit en Syrie depuis plus de 10 ans ne tomberont pas dans l'oubli, et le régime devra en répondre.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je la lui donne.

M. Aldahhak (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Répéter des mensonges ne sert à rien. Reproduire des politiques arbitraires ne sert à rien. Continuer de défendre des crimes et des pratiques et promouvoir les droits humains et donner des leçons à ce sujet ne sert à rien. Nous savons tous que les États-Unis infligent un châtiment collectif au peuple syrien au moyen de mesures coercitives unilatérales. Nous savons tous qu'ils privent le peuple syrien de produits de première nécessité et pillent ses richesses. Ils ne se contentent pas de punir le peuple syrien, ils pillent aussi ses richesses. Ce sont des faits.

Je n'ai pas vu dans une seule résolution des organes de l'ONU ni dans la Charte des Nations Unies quoi que ce soit qui dise ou même indique que la lutte contre le terrorisme peut servir de prétexte pour voler les richesses des peuples. Je n'ai rien vu de tel. Si les États-Unis appliquent un droit international ou une Charte des Nations Unies autre que les textes que nous connaissons et défendons, qu'ils nous montrent ces règles.

Face à la situation actuelle, il faut adopter des politiques avisées. Il faut faire preuve de sagesse. Il faut lutter contre le terrorisme. Il faut empêcher que des millions de Syriens soient placés sous le contrôle d'organisations terroristes. Il faut garantir la sécurité et la stabilité de la région. La menace terroriste n'est dans l'intérêt de personne. Nous avons vu comment les États-Unis se sont comportés en Afghanistan. Ils ont combattu là-bas pendant 20 ans, tuant, pillant et détruisant. Ils ont ensuite quitté le pays. Les femmes et les filles sont toujours privées d'éducation et de leurs droits les plus fondamentaux. Les États-Unis doivent tirer les enseignements du passé, en plus d'appliquer des politiques judicieuses et de se garder d'adopter des politiques destructrices.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je la lui donne.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je serai très bref. Je voudrais simplement dire que, grâce à votre gestion malhabile, Monsieur le Président, nous avons vu aujourd'hui une séance du Conseil de sécurité portant sur une question très sérieuse se transformer en une démonstration honteuse de bouffonnerie politique à la suite de la décision d'inviter un intervenant tout à fait inapproprié et d'entrer dans son jeu. Nous ne comprenons pas très bien non plus pourquoi vous lui avez redonné la parole, Monsieur le Président, sans même préciser qu'il répondrait aux questions posées par les délégations. Nous considérons qu'il s'agit là d'un manquement flagrant à vos devoirs, et nous le regrettons vivement.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

J'invite à présent les membres à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 17 h 20.